



Résumé analytique

L'inégalité sociale existante pour les femmes au Cameroun est perpétuée par la crise grandissante actuelle, ayant pour conséquence une augmentation inquiétante des violences sexistes (sexuelles) (VS(S)) dans le cadre de l'augmentation de la violence. La communauté internationale ne peut plus longtemps 'ignorer' la crise en question, l'action et la sensibilisation sont cruciales pour le bien-être des femmes et filles au Cameroun. Association Rayons de Soleil, la Plateforme de la Société Civile pour la Consolidation de la Paix et le Renforcement de l'Etat (Civil Society Platform for Peacebuilding and Statebuilding – CSPPS) et Cordaid sont fortement préoccupés et exhortent la communauté internationale à soutenir de manière proactive et à s'engager dans le dialogue afin d'explorer les moyens d'aider les organisations locales dans leur lutte contre la montée de la VS(S) au Cameroun. Ce document souligne le fait que les femmes et les filles du Cameroun ont besoin que la communauté internationale au sens large partage ses meilleures pratiques, promeuve le sujet de la violence sexiste à l'agenda politique mondial et fournisse des fonds pour la mise-en-œuvre des politiques résultantes et existantes.

Introduction

Association Rayons de Soleil, CSPPS & Cordaid travaillent tous sur la question du Genre, de la Paix et de la Sécurité et nous visons l'inclusion d'une approche transformative du traitement des questions de genre dans tous nos travaux. Dans le contexte de l'annuel Débat Public de Haut Niveau au Conseil de Sécurité des Nations Unies sur les 'Violences Sexuelles dans les Conflits', nous attirons l'attention sur l'inquiétante montée des violences sexuelles au Cameroun. Avec ce document d'orientation, nous visons une augmentation de la sensibilisation à cette crise grandissante et nous exhortons les acteurs internationaux à placer plus haut à l'agenda le Cameroun et la montée des violences sexuelles, et de travailler sur des interventions tangibles afin d'arrêter cette crise en cours.

Contexte de la crise

La population du Cameroun, qui a été sous le régime du Président Biya depuis 1982, est en ce moment affectée par plusieurs crises. Depuis 2014, la Région de l'Extrême-Nord a souffert de l'insurrection de Boko Haram, qui a fait 2,000 Morts Camerounais et 250,000 personnes déplacées au sein du Cameroun.¹ Parallèlement, la Guerre Civile Camerounaise, plus souvent connue sous le nom de Crise Anglophone, a perturbé les régions du Sud-Ouest et du Nord-Ouest depuis 2017. Ce conflit aurait coûté 3,000 vies² et déplacé un demi-million de personnes au sein du pays. 4,000 personnes de plus ont fui vers le Nigéria voisin³ ; alors que 855,000 enfants renoncent à l'éducation à cause du conflit persistant⁴, laissant 1.8 million de personnes dépendantes de l'aide humanitaire⁵.

Le Cameroun est confronté à d'énormes défis de sécurité provoqués par l'instabilité politiques des pays voisins, les

attaques injustes de Boko Haram et un niveau faible de cohésion sociale. Les conséquences de cette situation aux multiples facettes inclue une augmentation de la violence, la mort de Camerounais innocents, parmi lesquels beaucoup de femmes et d'enfants, des déplacements forcés et massifs des populations, la destruction de villages entiers, le ralentissement des activités sociales et économiques, et la prolifération des armes de petit calibre, lesquelles pourraient probablement laisser les Camerounais dans l'insécurité et la peur permanente.

Les femmes et filles sont disproportionnellement affectées dans cette épreuve, dans une société déjà patriarcale. Un article récent de la CSPPS fondé sur un entretien⁶ avec Fidèle Djebba de l'Association Rayons de Soleil, met en évidence la perspective locale de l'inégalité entre les genres au Cameroun, particulièrement pendant la crise de COVID-19.

"Après avoir fui Boko Haram, nous sommes venues prendre refuge ici. Nous avons vu comment des hommes armés entraient dans notre village la nuit. Ils ont incendié nos maisons et nous avons commencé à courir. Soudainement, ils nous ont capturées, torturées et ont menacé de nous tuer. Nous avons été violées par plusieurs hommes à chaque fois... Désormais, je veux juste mourir. Je me sens comme un cadavre marchant. J'ai été rejetée par mon mari et ma famille. Je suis déjà morte intérieurement, et la société me regarde différemment depuis que cela est arrivé. Je voulais me suicider, mais je me suis dit de relater cette horrible histoire à quelqu'un. Avec de la chance, on se souviendra de moi après ma mort, et des personnes développeront des stratégies pour éviter ce genre d'atrocités de se produire à nouveau. Afin que personne après moi n'ait à vivre avec ce genre de honte, jamais plus." (Témoignage anonyme d'une survivante de violence sexiste, du Cameroun, août 2018)

¹ <https://www.crisisgroup.org/africa/central-africa/cameroon/q-boko-haram-cameroon>

² <https://www.bbc.com/news/world-africa-52551848>

³ <https://guardian.ng/news/40000-more-flee-cameroon-conflict-to-nigeria-un/>

⁴ <https://www.unicef.org/press-releases/more-855000-children-remain-out-school-north-west-and-south-west-cameroon>

⁵ <https://www.hrw.org/news/2020/06/04/renewed-attacks-aid-workerscameroon>

⁶ <https://cspps.org/fr/batailles-plus-dures-cameroon-par-femmes-et-filles>

La crise grandissante de VS(S)

La violence sexuelle est fréquemment utilisée comme une arme de guerre dans les conflits actuels au Cameroun, laissant les femmes et filles vulnérables dans tous les aspects de la vie et perturbant familles et communautés.

La société camerounaise est lourdement patriarcale, se situant à la 150^e place parmi un total de 189 pays classés, selon le dernier Indice d'Égalité des Genres du PNUD. Les femmes et filles au Cameroun dépendent quasiment totalement de ressources et atouts contrôlés par les hommes, et sont constamment inférieures en termes de pouvoir décisionnel. Au Cameroun, la société, la religion, la culture et les traditions strictement patriarcales dictent le rôle et le statut que les femmes peuvent – et principalement ne peuvent pas – assumer. Les violences sexistes (sexuelles) (VS(S)) sont le symptôme le plus accablant de cette inégalité sociale, lourdement perpétuée par la situation de crise actuelle. En ce moment, les violences domestiques et le viol marital ne sont pas légalement répréhensibles, constituant un risque majeur pour la sécurité des femmes dans leurs propres maisons.

En 1999, le gouvernement du Cameroun a adopté le National Gender Policy of Cameroon (NGPC – fr: la Politique Nationale du Cameroun relative aux question de Genre)⁷, comme guide et document de référence pour les interventions gouvernementales dans le domaine de la promotion de l'égalité et de l'équité des genres. Le Cameroun a ratifié plusieurs instruments juridiques internationaux, régionaux et sous-régionaux sur le sujet, mais sa mise en œuvre n'est pas optimale, et les preuves mondiales suggèrent que des normes sociales néfastes jouent un rôle clé dans la perpétuation de la violence contre les femmes. "De nombreux gouvernements africains ont adopté l'égalité des sexes comme moyen de promouvoir leur image personnelle, afin de s'assurer de l'obtention d'une aide au développement supplémentaire, mais sans être nécessairement engagés vis-à-vis du projet politique."⁸

⁷ <https://www.un.org/womenwatch/daw/Review/responses/CAMEROON-English.pdf>

⁸ Orock, R. (2007) 'Gender equality - whose agenda? Observations from Cameroon', *Development in Practice*, vol. 17, n0. 1, pp. 93-97

⁹ <https://reliefweb.int/report/world/status-implementation-protocol-african-charter-human-and-people-s-rights-rights-women>

L'un des outils est le Protocole de Maputo, qui garantit des droits aux femmes. Cependant, l'adoption de ce protocole a été accueillie avec des résistances, particulièrement de la part de groupes religieux⁹.

En ratifiant le Protocole, le Cameroun a fait part d'une réserve, en argumentant que son acceptation devait « en aucun cas être interprété comme une approbation, un encouragement ou une promotion de l'homosexualité, de l'avortement (excepté de l'avortement thérapeutique), de la mutilation génitale, de la prostitution ou de toute autre pratique qui n'est pas en accord avec des valeurs éthiques et morales universelles ou africaine, et qui pourrait être mal comprise comme émanant du droit des femmes au respect en tant que personne ou du développement libre de sa personnalité." La réserve illustre le manque de support pour la position des femmes dans la société camerounaise et les limites conséquentes pour les droits des femmes et l'égalité des genres¹⁰.

FPS au Cameroun

En 2017, le Cameroun a lancé un Plan d'Action National sur la mise en œuvre du programme "les Femmes, la Paix et la Sécurité". Le cadre de mise-en-œuvre du PAN comprend trois organes : le comité de pilotage et d'orientation ; la coordination technique régionale de la RCS 1325 de l'ONU ; et les unités régionales, divisionnelles, et sous-divisionnelles. Chaque administration est responsable des activités impliquant son mandat, et les organisations internationales, les administrations privées et les organisations de la société civile impliquées, peuvent, en dehors de leur propre financement, négocier des financements et du support technique de la part de partenaires financiers et techniques.

Ainsi, il y a une lutte constante pour mettre en œuvre et créer un soutien à leur propre travail et il n'y a pas toujours de cohérence entre les administrations.

En adoptant le PAN, le Gouvernement du Cameroun réaffirme son engagement à améliorer la participation des

¹⁰ <https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/special-rapporteur-on-rights-of-women-in-africa-presentation-for-csw-implementation.pdf>

femmes dans la prévention et la résolution des conflits, et à prendre les mesures nécessaires pour la protection des femmes et des filles avant, pendant et après les conflits. Cependant, le PAN, tout en faisant référence à l'impact de la prolifération des armes sur les femmes, ne propose aucune action spécifique en matière de désarmement et de contrôle des armes, y compris des mécanismes de suivi pour évaluer l'impact de la prolifération des armes sur la violence sexuelle et sexiste (VS&S). De plus, le PAN n'offre aucun cadre spécifique pour le suivi de sa mise en œuvre¹¹.

Le gouvernement n'a pas été en mesure de mettre en œuvre ces politiques de manière significative sur le terrain. En février 2020, lors d'une réunion organisée en préparation des célébrations de la 35e Journée internationale de la femme, le gouvernement a annoncé qu'il allait élaborer un outil d'évaluation multisectoriel du NGPC afin de mettre en place une stratégie et un plan d'action plus efficaces pour répondre à la détresse des femmes.

Il ne suffit pas d'avoir des politiques en place, c'est la mise en œuvre qui compte. Dans le passé, le Cameroun a développé une politique forte avec le soutien de la communauté internationale, mais il manquait la volonté politique de mettre en œuvre ces politiques.

Une crise en cours qui nécessite de la vigilance et de l'action

La déclaration du Norwegian Refugee Council (fr: Conseil Norvégien pour les Réfugiés) au Conseil de Sécurité des Nations Unies sur le Cameroun¹² au début de 2019 reflète un récit commun. Le Secrétaire Général du NRC, Jan Egeland, relate comment "un groupe de femmes déplacées et désabusées que j'ai rencontré m'a dit qu'elles se sentaient abandonnées par la communauté internationale, ainsi que par les belligérants".

Il poursuit : "elles m'ont demandé : où est la solidarité internationale ? Où sont les organisations africaines, les nations donatrices ? Où est l'Europe ? Ce conflit trouve ses

¹¹ <http://peacewomen.org/action-plan/national-action-plan-cameroon>

¹² <https://www.nrc.no/news/2019/may/cameroon-unscc-statement/>

¹³ <https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/1260983.pdf>

racines dans des générations d'ingérence de la part des puissances européennes". C'est un signal que nous, la communauté internationale, devons prendre très au sérieux.

Selon un rapport publié par le NRC en juin 2020, "pour la deuxième année consécutive, le Cameroun est en tête de liste des pays les plus négligés de la planète. Une résolution inefficace des conflits, le silence de la presse mondiale et un déficit d'aide massif ont contribué à placer le pays en tête de la liste de 2019"¹³. Le NRC révèle qu'au cours de la même année, les appels d'aide humanitaire du Cameroun aux partenaires internationaux ont reçu le moins de fonds, et que seulement 43% de ces appels ont été suivis.

Le 21 février 2020, quatre hauts fonctionnaires des Nations Unies ont publié une déclaration commune déplorant les continues violations des droits de l'Homme commises contre les civils par l'armée et les groupes armés, y compris des femmes et des enfants, au Cameroun. "L'accès humanitaire gravement limité et les ressources restreintes des prestataires de services ont réduit la disponibilité des soins de santé sexuelle et reproductive pour les femmes, y compris le traitement urgent des survivants de violences sexuelles"¹⁴.

Les limites des interventions en cours

À l'heure actuelle, un nombre limité d'interventions internationales sont en cours, et les interventions présentes sont limitées dans leur conception et/ou leur mandat. La plupart des interventions se concentrent sur la violence perpétrée par Boko Haram dans la région de l'Extrême-Nord, mais ne tiennent pas compte de la récente augmentation de la violence (y compris des VS(S) au travers le pays)¹⁵.

¹⁴ <https://www.un.org/sexualviolenceinconflict/press-release/un-officials-call-for-enhanced-protection-of-civilians-facing-escalating-violence-in-cameroon/>

¹⁵ <https://www.refworld.org/country,,UNSC,,CMR,,592ef6944,0.html>

Par exemple, le mandat de la mission (politique) actuelle de l'UNOWA est restreint pour faire face à la récente augmentation de la violence et à l'augmentation des VS(S).

¹⁶ :

- Démarcation de la frontière terrestre et délimitation de la frontière maritime entre les deux pays.
- Retrait des troupes et transfert d'autorité dans la région du Lac Tchad, le long de la frontière terrestre et dans la Péninsule de Bakassi.
- Répondre à la situation des populations touchées par les activités de démarcation.
- Élaboration de recommandations sur les mesures de renforcement de la confiance visant à promouvoir une coopération transfrontalière pacifique.

L'Association Rayons de Soleil, la Plateforme de la Société Civile pour la Consolidation de la Paix et la Construction de l'Etat (CSPPS), Cordaid et ses partenaires sont très préoccupés par la détérioration de la situation au Cameroun en raison du conflit. Les leçons tirées d'autres pays montrent que ce n'est que la partie émergée de l'iceberg. Des interventions visant à ralentir l'augmentation des violences sexuelles liées aux conflits sont désespérément nécessaires. Un obstacle majeur à l'inhibition de la violence sexuelle est le manque de volonté politique et sociétale pour mettre en œuvre les politiques déjà en place. En conséquence, peu de ressources sont mises à disposition pour la lutte contre les violences sexuelles. Il est clair que des interventions sont nécessaires. Ainsi, davantage de soutien international est nécessaire pour accroître la sensibilisation à cette crise. En outre, un débat (international) et des consultations sont nécessaires pour voir comment la communauté internationale peut soutenir les ONG locales à travers cette crise qui se déroule.

¹⁶ <https://unowa.unmissions.org/>

Nous recommandons par conséquent

Pour la communauté internationale:

- Le Conseil de Sécurité devrait accroître le suivi de la crise multiface et intervenir, là où nécessaire, au travers de sanction ciblées f.e.;
- Explorer les possibilités d'étendre la mission politique actuelle de l'UNOWA sur la violence sexuelle dans les conflits;
- Les interventions doivent être ciblées et tenir compte de l'augmentation de la violence (y compris des VS(S)), et non seulement dans la région de l'Extrême-Nord, mais dans tout le pays, en adoptant un champ et une concentration plus large au travers les régions du Cameroun;
- Sensibiliser les donateurs travaillant au Cameroun à la nécessité d'intervention en matière de violence sexuelle;
- Tenir le gouvernement du Cameroun responsable de ses engagements dans les politiques et accords internationaux, nationaux et régionaux;
- Collaborer/s'associer activement avec le gouvernement camerounais en ce qui concerne la mise en œuvre des politiques et des accords internationaux, nationaux et régionaux, en partageant les ressources, les connaissances et les meilleures pratiques conformément aux ODD 17 par le biais de partenariats multipartites et autres;
- Fournir un financement aux OCS locales pour qu'elles travaillent à des campagnes de sensibilisation sur la nécessité de mettre en œuvre les politiques et les lois existantes;
- Explorer, en consultation avec les ONG locales, la valeur ajoutée potentielle d'un élargissement du mandat de la mission politique avec des références spécifiques à la violence sexuelle dans les conflits.

Pour les ONG(I):

- Mettre les communautés au centre du plan de réponse aux VS(S) dans les zones de conflit. Par exemple, elles peuvent aider à renforcer les capacités du personnel des ONG locales afin qu'il puisse accroître ses connaissances, ses compétences et ses talents pour mener des interventions sur la VS(S), en particulier en temps de conflit;
- Faciliter un environnement propice à une participation significative, afin de garantir que le travail des femmes et des filles des communautés locales soit amplifié au niveau international.

Pour tous les acteurs:

- Viser à soutenir les organisations dirigées par des femmes par un soutien technique et financier à long terme et holistique qui puisse permettre à ces organisations de mieux accomplir leur travail en termes de prévention, de protection et de soins aux survivants de la violence sexiste.

A Propos

La **Plateforme de la Société Civile pour la Consolidation de la Paix et la Construction de l'État (CSPPS)** est un réseau mondial d'organisations de la société civile (OCS) qui soutiennent les efforts de consolidation de la paix dans des milieux fragiles et affectés par des conflits, en s'efforçant conjointement de créer des sociétés inclusives et une paix durable. Nous opérons dans plus de 25 pays fragiles et affectés par des conflits.

Cordaid est l'Organisation Catholique pour le Secours et le Développement. Inspirés par la compassion, la solidarité et la subsidiarité, nous considérons que notre mission est de réduire la fragilité et la vulnérabilité des personnes là où cela est le plus nécessaires et le plus difficile : dans les sociétés fragiles et affectées par des conflits.

L'Association Rayons de Soleil est une organisation basée au Cameroun créée par des jeunes filles dont la mission principale est de promouvoir le leadership et la participation des filles et des femmes à la prise de décision. Depuis sa fondation en 2006, l'association a mené des activités dans les domaines de l'éducation des filles, de la lutte contre le mariage précoce et du renforcement du pouvoir des femmes. Depuis 2015 et suite au début de la crise de Boko Haram, l'association s'est engagée à promouvoir la participation des jeunes et des femmes à la construction de la paix, et des dirigeants communautaires sur la violence contre les femmes et les filles pendant les conflits.